

D. Gusztáv Kecskés

*La politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale
de 1945 à 1956.
Le cas hongrois¹*

Quand et comment s'est formée la nouvelle conception du Quai d'Orsay?

La place de l'Europe centrale et orientale dans la perspective de la politique étrangère française a été définie depuis la seconde moitié du XIX^e siècle – comme sur un plan plus général depuis le XVI^e siècle – par des facteurs situés hors de la région. Les impulsions ont été dues surtout aux défis lancés à la sécurité extérieure de l'État français par la menace allemande,² tandis que la conjoncture actuelle des relations internationales fixait les cadres des changements. Bien que le but fondamental de la politique étrangère de la France restât inchangé, c'est-à-dire la défense contre l'Allemagne, les événements de la période de la seconde Guerre Mondiale ont clairement prouvé que l'Europe centrale et orientale ne pouvait pas y contribuer. Jusqu'au printemps 1944, toute la région a été occupée par les Allemands, plus tard, avant la fin de la guerre, c'est l'armée soviétique qui l'a prise sous son contrôle. L'étroitesse de l'arsenal de moyens des politiques étrangères françaises – du gouvernement collaborateur de Vichy et de la France Libre – s'est révélée évidente par le fait que les deux «centres» attachaient une importance primordiale à la diplomatie culturelle pour conserver les vestiges de la présence française.³ Les faits suivants montrent bien la faiblesse de la France et le dépérissement de sa capacité d'agir en Europe centrale et orientale: le

¹ Cf. Gusztáv KECSKES, *Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája 1918-tól napjainkig* (La politique étrangère de la France envers l'Europe du Centre-Est de 1918 à nos jours), projet OM NKFP 5/020/2001, 213p. (manuscrit).

² Ignác ROMSICS, «Détruire ou reconstruire l'Autriche-Hongrie? Franciaország dunai politikájának dilemmája a XX. század elején» (Le dilemme de la politique danubienne de la France au début du XX^e siècle), IN: Ignác ROMSICS: *Helyünk és sorsunk a Duna-medencében* (Notre place et notre sort dans le bassin du Danube), Osiris, Budapest 1996. 11.

³ Sur les relations entre la France de Vichy et la Hongrie voir Viktória MÜLLER, «A francia-magyar kapcsolatok a francia sajtó tükrében (1940–1944)» (Les relations franco-hongroises à partir de la presse française (1940-1944)), IN: FISCHER Ferenc – MAJOROS István – VONYÓ József (dir.): *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* (La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Études pour 70^e anniversaire de Mária Ormos)], Pécs 2000. 445-453. Du même auteur: «L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français. Souvenirs d'un attaché militaire (1942-1945)», *Specimina Nova*, Pécs 2000. 53-64. «Robert de Dampierre. Un acteur des relations franco-hongroises (août 1940-décembre 1942)», *Relations internationales*, n° 107, automne 2001, 375-383. «Francia-magyar kulturális kapcsolatok a második világháború alatt» (Les relations culturelles franco-hongroises pendant la seconde Guerre Mondiale), *Öt Kontinens. Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei*, Eötvös Loránd Tudományegyetem, Budapest 2004. 249-262. Sur l'attitude de l'équipe de De Gaulle: Antoine MARES, «La France Libre et l'Europe centrale et orientale (1940-1944)», *Revue des Études slaves*, tome 54^e, fascicule 3, Paris 1982. 305-336.

gouvernement français, mobilisé contre l'Allemagne depuis septembre 1939, a abandonné ses alliés. Vichy a presque totalement subordonné sa politique en Europe centrale et orientale aux intérêts militaires allemands. De Gaulle et son équipe estimaient que la présence soviétique y était si réelle qu'ils ne pouvaient y envisager des démarches qu'en accord avec l'Union soviétique, sans engagement distinct français. Au plus tard en janvier 1945, la politique étrangère française s'est rendu compte que l'URSS allait sûrement devenir la puissance dominante dans toute la région. En conséquence, la conception qui s'était forgée à l'issue de la Première Guerre mondiale, dictée par les intérêts de sécurité, c'est-à-dire le système d'alliance de revers contre l'Allemagne, formé par certains pays de la région, a perdu sa raison d'être aux yeux des diplomates français. Ils devaient même reconnaître que l'activité très intense de la France en Europe centrale et orientale enregistrée après la «*Grande Guerre*» avait été fondée sur une illusion. L'Hexagone ne disposait pas des moyens économiques et militaires nécessaires pour influencer efficacement la zone. À la suite des expériences humiliantes vécues lors de la Deuxième Guerre mondiale, Paris était obligé d'abandonner ouvertement ses ambitions de grande puissance concernant l'Europe centrale et orientale.⁴ Ainsi il n'est pas surprenant que ce furent le «*réalisme*» et «*la prudence*» qui devinrent les mots-clé pour longtemps au Quai d'Orsay à propos de la région.⁵ Les années 1944-1945 ont donc marqué le début d'une nouvelle ère dans la politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale.

Les caractéristiques de la période 1945-1956

Malgré sa faiblesse évidente, le gouvernement français s'est empressé de rétablir ses liens avec l'Europe centrale et orientale à la fin de la guerre en étant la première des puissances occidentales à y envoyer des représentants. Le lancement d'émissions de radio sur ondes courtes en direction de la Roumanie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie dans leurs langues réciproques démontre aussi les efforts de Paris. En retour, ces initiatives ont été favorablement accueillies par les gouvernements de coalition au pouvoir en 1945-1947 dans cette région. Les échanges de délégations et les programmes culturels se succédaient.⁶ Le renouveau d'intérêt de la France pour l'Europe

⁴ Balázs ABLONCZY, «*Francia Közép-Európa-politika a két világháború között*» (La politique française envers l'Europe centrale entre les deux guerres), IN: *Társadalmi önismeret és nemzeti önazonosság Közép-Európában* (Identification sociale et nationale en Europe centrale), Fondation László Teleki, Budapest 2002. 34–35. L'auteur se réfère à une note qui s'est produite au Ministère des Affaires étrangères français probablement entre novembre 1943 et l'été 1944, intitulée *La politique française en Europe centrale*.

⁵ MARES, art.cit. 336.

⁶ Sur cette politique culturelle active française voir Annie GUENARD, *La présence culturelle française en Europe centrale et orientale avant et après la Seconde Guerre mondiale, 1936-1940, 1944-1949*, thèse de doctorat à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 4 vol. sous la direction de René GIRAULT, 1994. Du même auteur, «*De la reconstruction à l'éviction. Entre 1944 et 1949, une politique*

centrale et orientale était dû, dans une certaine mesure, aux jeunes diplomates du Quai d'Orsay tels Jean Laloy et Jean-Marie Soutou, «pionniers d'une pensée lucide qui tentaient d'orienter l'action internationale de la France vers le premier danger d'après-guerre: l'URSS».⁷

A partir de 1945, la France et la Hongrie ont également connu une période de rapprochement.⁸ Outre la volonté de la diplomatie française d'être présente dans cette région malgré des moyens modestes, l'Union soviétique lui a laissé une certaine marge (jusqu'à 1946 au moins) en Hongrie, surtout dans le domaine culturel.⁹ Ensuite le développement des relations entre Paris et Budapest a été soutenu par des faits spécifiques. Bien qu'alliée de l'Allemagne nazie, la Hongrie ne se trouvait pas en état de guerre avec la France, et

culturelle française en Europe centrale et orientale confrontée à l'organisation du Bloc communiste», Matériaux pour l'histoire de notre temps, octobre-décembre 1994 (36), 21-27. «La vision française de l'Europe centrale et orientale dans la construction d'une politique culturelle extérieure (1936-1940 et 1944-1951)», Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, printemps-automne 1996 (1-2), 29-49.

⁷ Thomas SCHREIBER, *Les actions de la France à l'Est ou les absences de Marianne*, Paris-Montréal, 2000. 24. 26-44. (Version ancienne: *Les Relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980)*, Paris 1980). Henri FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai. Mémoires 1945-1983*, Paris 1998. 69. Concernant les rapports entre la France et l'Europe centrale et orientale cf. *Documents sur les relations politiques entre la France et la Tchécoslovaquie*, vol. 1. 1945-1948, sous la direction de Pavol PETRUF, Institut d'histoire de l'Académie des Sciences (SAV) (Slovaquie) - e-Collegium Institut (France & Hongrie). Antoine MARES, «Munich dans les relations franco-tchécoslovaques 1938-1968»; du même auteur: «Notre objectif fondamental demeure la détente. France-Tchécoslovaquie, 1961-1968», IN: François FEJTO et Jacques RUPNIK (dir.), *Le Printemps tchécoslovaque, 1968*, 246-266. Mihály FÜLÖP, «Franciaország és Közép-Kelet-Európa (La France et l'Europe du Centre-Est), Külpolitika, 1981. n° 5, 71-87.

⁸ Les recherches sur les relations bilatérales de la Hongrie avec les grandes puissances y compris la France, après la Deuxième Guerre mondiale, n'ont pas fait l'objet de nombreux travaux. En ce qui concerne les rapports politiques franco-hongrois de 1945 à 1956, on peut citer Mihály FÜLÖP, «Les relations franco-hongroises depuis 1945», *Cahier d'études hongroises*, 1994, n° 6, 217-227. Du même auteur, «Késői bűnbánat' Trianonért. Nagy-Britannia és Franciaország szerepe a magyar békeszerződés kidolgozásában 1945-1946-ban» ('Repentance tardive pour Trianon'. Le rôle de la Grande-Bretagne et de la France dans l'élaboration du traité de paix avec la Hongrie en 1945-1946), *Külpolitika*, 1997, n° 3, 51-74. *La paix inachevée*, Budapest 1998. Puis l'article de Zoltán GARADNAI, basé sur les archives hongroises: «A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története, 1945-1966» (L'histoire des relations diplomatiques hungaro-françaises), *Külpolitika*, 2001, n° 1-2, 112-152. Ainsi que Anikó MACHER, «La diplomatie culturelle entre la France et la Hongrie de 1945 à 1949, vue de Hongrie», *Mélange de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 114, 2002, n° 1, 251-262. Tibor HAJDU, «Károlyi Mihály párizsi követsége, 1947-1949» (Mihály Károlyi comme ministre de Hongrie à Paris, 1947-1949), *Múltunk*, 2003, n° 2, 3-57. Sarolta KLENJANSZKY, *Les relations du gouvernement hongrois avec le Parti Communiste Français dans la guerre froide (1949-1970)*, mémoire de DEA d'Histoire Contemporaine, Université Paris X Nanterre, sous la direction de Didier MUSIEDLAK, session d'octobre 2004, 140p. Gergely FEJÉRDY, «A francia érdekképviselet nehézségei Magyarországon a II. világháború végétől a diplomáciai kapcsolatok újra felvételéig» (Les difficultés de la représentation des intérêts français en Hongrie de la fin de la seconde Guerre Mondiale à la reprise des relations diplomatiques »), *Öt Kontinens...*, 2004. 61-72. (la version française avec quelques modifications: «La question de la représentation des intérêts français en Hongrie à la fin et après la Seconde guerre mondiale», *Revue d'histoire diplomatique*, 2005, n° 2, 165-182. Krisztina HOLUB, «A Le Monde tudósításai Magyarországról 1947-ben» (Les informations du Monde sur la Hongrie), *Öt Kontinens...*, 2005. 73-90.

⁹ FÜLÖP, «Les relations franco-hongroises...», 217.

plusieurs milliers de prisonniers de guerre français évadés des camps allemands ont trouvé refuge en Hongrie. Beaucoup d'émigrés hongrois ont participé à la Résistance.¹⁰ En 1945, le Quai d'Orsay ne voyait plus en Hongrie la puissance ennemie, alliée potentielle des Allemands, comme en 1919-1920, lors de la réorganisation de l'Europe centrale après la Première Guerre mondiale. En septembre 1945, le ministère des Affaires étrangères français avait formulé une proposition de modification de la frontière roumano-hongroise favorable à la Hongrie qui coïncidait avec une initiative américaine visant à attribuer à la Hongrie la région frontalière de la Grande Plaine. Les Soviétiques ont fait échouer cette tentative, ainsi que le projet des diplomates français de réintroduire un système de protection des minorités nationales pour mettre fin aux querelles roumano-hongroises.¹¹ Il est notoire que Moscou s'opposa à la participation de la France aux négociations de paix de Paris sur les ex-satellites de l'Allemagne en 1946-1947. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères français avait alors dit à Ferenc Nagy, Premier ministre hongrois venu à Paris négocier ce point, que la France ne pouvait pas intervenir sur les questions relatives au projet du traité de paix avec son pays.¹²

L'augmentation de la tension Est-Ouest après les débuts de la Guerre froide en 1947, la détérioration des rapports franco-soviétiques et la soviétisation des pays d'Europe centrale et orientale ont gelé le développement prometteur des relations entre Paris et les États qui se retrouvèrent de l'autre côté du rideau de fer. Dictée par Moscou, la politique étrangère des démocraties populaires les a sciemment détruites: les incidents diplomatiques se sont multipliés à partir de 1947.¹³ On a essayé d'isoler autant que possible les missions diplomatiques occidentales et de rendre finalement leur activité sans portée. La fermeture des instituts culturels et des bureaux d'information, la limitation systématique des contacts avec les nationaux, la limitation des effectifs de ces missions et du droit de circulation des diplomates occidentaux, les menaces et les manœuvres d'intimidation visant les agents subalternes (procès, arrestations, expulsions) et l'adoption de toute une série de mesures hostiles et parfois vexatoires étaient destinées à rendre extrêmement difficile le maintien de ces missions. Citons quelques exemples significatifs des mesures qui ont frappé les représentations diplomatiques françaises: en Bulgarie, le Bureau des services diplomatiques du ministère des Affaires étrangères a refusé à la légation de France la délivrance de bons d'essence au tarif diplomatique ordinaire, sous prétexte qu'il n'existait aucun accord commercial ou financier entre les deux pays. En Roumanie, en avril 1950, le commandant Parisot, attaché militaire français a été visé par des

¹⁰ SCHREIBER, *op. cit.*, 37. Sur l'accueil des prisonniers de guerre français en Hongrie voir Zsuzsa BOROS, «*Les prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne en Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale*», Nouvelles Études Hongroises, vol. 9, Budapest. 1974. 177-188. ainsi que MÜLLER, «*L'action d'André Hallier...*».

¹¹ FÜLÖP, «*Les relations franco-hongroises...*», 217-220.

¹² FÜLÖP, *La paix inachevée...*, 280.

¹³ *Ibid.*, 45-59.

tirs de mitrailleuse alors qu'il se promenait à la campagne près d'une voie ferrée, puis arrêté et malmené. À Tirana, où la légation de France était l'une des rares représentations occidentales, les diplomates étaient l'objet d'une surveillance incessante, extrêmement étroite, et ils n'étaient autorisés à circuler librement que sur quatre routes principales. En Pologne, au cours de divers procès pour espionnage, le personnel de l'Ambassade a été accusé d'activités subversives. De nombreux Français ont par la suite été arrêtés et expulsés; des employés du consulat et des professeurs notamment ont dû quitter la Pologne, au mois de janvier 1950, dans des délais très courts.¹⁴

À partir de 1947, avec le commencement de la Guerre froide et la dégradation des rapports franco-soviétiques, on assiste également en Hongrie à la détérioration des relations avec la France, comme avec d'autres pays de l'Ouest. Selon un rapport de synthèse de l'OTAN, les mesures hostiles à l'égard des missions diplomatiques occidentales prises par les autorités hongroises revêtaient une agressivité particulière en comparaison de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. En revanche, il en allait de même en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. En juin 1950, le commandant de Lannurien, attaché militaire français à Budapest, a été expulsé à la suite de M. Gachot, auxiliaire de la légation (en octobre 1949). À partir de janvier 1951, le gouvernement hongrois limitait la liberté de circulation pour tous les diplomates étrangers à un rayon de trente km autour de Budapest. En riposte, la circulation des diplomates hongrois à Paris a également été limitée dès février 1951.¹⁵ Un bon exemple des crispations caractéristiques de la Guerre froide peut être vu dans les protestations en Hongrie en mai 1952 contre l'arrestation d'André Stil, rédacteur en chef de *l'Humanité* et de Jacques Duclos, secrétaire du Parti communiste français. L'accord commercial entre les deux pays fut tout de même renouvelé plusieurs fois.¹⁶

Peu après le décès de Staline les rapports franco-soviétiques ont commencé à s'améliorer: en avril 1953, dix-huit matelots soviétiques et leur commandant dont le bateau était ancré à Rouen ont obtenu l'autorisation de visiter Paris. Le geste de Viatcheslav Molotov, ministre des Affaires étrangères soviétiques, qui s'est rendu personnellement à une réception française, a confirmé la tendance, ainsi que la signature d'un accord commercial avec la France. Les intentions de Moscou envers Paris ont compliqué le développement des relations bilatérales. La politique soviétique de rapprochement n'était pas due exclusivement à la stratégie d'apaisement des tensions Est-Ouest, mais elle était aussi destinée à pousser la France à mettre son veto à l'adhésion de la République Fédérale

¹⁴ Archives du Secrétariat international de l'OTAN (Bruxelles) = ASIO D-D (51)11.3 (23 avril 1951). Note du secrétaire général de la Commission permanente du Traité de Bruxelles, distribuée aux suppléants du Conseil.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Magyar Országos Levéltár (Archives nationales hongroises), Budapest = MOL XIX-J-1-j, France, carton 3, sz.n./1965 (23 avril 1965). *Magyar-francia kapcsolatok* (Les relations franco-hongroises).

d'Allemagne au système militaire occidental et à l'écarter de ses alliés. La conclusion des accords de Paris, signés en octobre 1954, qui intègrent l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN, a provoqué de vives réactions à Moscou. À l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la signature du traité franco-soviétique, Molotov proclama l'incompatibilité entre ce traité et les accords de Paris. Le Quai d'Orsay, par une note interne rédigée probablement par Jean Laloy et adressée à l'ambassadeur de France à Moscou, avait percé les visées soviétiques. Elle préconisait de rappeler que la France appartenait toujours au camp occidental. Quant à la portée de la déstalinisation en URSS et à ses conséquences sur sa politique extérieure, la diplomatie française ne se faisait aucune illusion: *«La condamnation des méthodes et de certains principes stalinien, le rejet de la dictature personnelle, l'abolition de la toute puissance de la police, la remise en honneur du droit de critique et de discussion au sein du parti, les efforts pour rétablir aux divers échelons une certaine démocratie n'indiquent certainement pas le retour à des conceptions voisines de celles du monde occidental; ils constituent cependant un progrès par rapport au despotisme implacable de Staline. Il est également indéniable que la nouvelle équipe dirigeante s'efforce de tirer l'URSS de l'isolement complet dans lequel elle se trouvait en mars 1953, de désarmer les méfiances, de multiplier des contacts avec le monde extérieur... Les dirigeants soviétiques chercheront parallèlement à ébranler la cohésion du monde occidental par une action de division et de séduction...»*, écrit Maurice Dejean, ambassadeur de France à Moscou dans un télégramme en notant auparavant que: *«les dirigeants soviétiques ne songent aucunement à abandonner la moindre parcelle de l'empire édifié par Staline, ni à relâcher leur emprise sur les démocraties populaires qui en constituent le prolongement»*.¹⁷

Quoi qu'il en soit, les relations économiques et culturelles évoluaient tout de même pas à pas entre les deux pays. En mai 1956, une délégation gouvernementale française conduite par Guy Mollet, président du Conseil, s'est rendue à Moscou où Khrouchtchev reprit l'argument habituel de la politique étrangère soviétique selon lequel seule l'alliance franco-soviétique pouvait contenir la menace allemande sur l'Europe, en vue de détacher la France des États-Unis. Il ressort des documents connus que Guy Mollet et les autres négociateurs français ne connaissaient pas suffisamment le fonctionnement du système totalitaire soviétique, et selon les mémoires de Henri Froment-Meurice, participant aux manifestations accompagnant la visite, les représentants français se comportèrent à maintes reprises comme s'ils recherchaient la complicité des Soviétiques contre les Américains.¹⁸

Les documents du ministère des Affaires étrangères français montrent que le Quai d'Orsay était relativement bien informé sur la situation en Union soviétique et en Europe centrale et orientale, malgré le nombre limité des spécialistes en poste dans les démocraties populaires. *«...le Département aurait intérêt à disposer de*

¹⁷ Télégramme de Maurice Dejean, ambassadeur de France en Union soviétique, n° 1316 à 1350 (9 avril 1956), *Documents diplomatiques français, 1956*, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Imprimerie nationale, Paris 1988. 562-563.

¹⁸ SCHREIBER, *op. cit.* 59-65. FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai...*, 164.

tous les éléments d'information, qui lui permettraient d'apprécier les chances d'une évolution ultérieure des Républiques Populaires vers une plus grande indépendance» - écrit en mai 1956 Jean Laloy, directeur d'Europe au ministère des Affaires étrangères, au début d'un travail d'étude sur l'évolution politique des satellites.¹⁹ Dans les relations entre Paris et les pays satellites les effets du «dégel» entamé en 1953 sont comparables à ceux du «gel» commencé en 1947. En liaison étroite avec l'amélioration des rapports franco-soviétiques, on peut constater des initiatives analogues de ce côté. Les visites des personnalités dirigeantes: en mai 1956, Marcel Popescu, ministre du Commerce extérieur roumain vient à Paris; Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères se rend à Prague; de nombreux voyages parlementaires (par exemple en décembre 1953, une délégation française en Pologne; en novembre 1956, une mission parlementaire française à Bucarest) et le renouvellement des rapports culturels et économiques (accord économique avec la Bulgarie en mars 1954) prouvent bien cette tendance.²⁰ À partir de l'analyse d'une note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord sur les échanges avec l'URSS et les pays du bloc soviétique au cours du deuxième semestre 1956, il apparaît que les rapports avec la Pologne et la Tchécoslovaquie se sont particulièrement intensifiés.²¹

Les premiers signes du dégel dans les rapports franco-hongrois sont patents à partir de 1955. Le ministère des Affaires étrangères hongrois ordonna à la légation de Paris de mettre tout en oeuvre pour intensifier les relations avec la France. L'une des tâches les plus importantes du ministre de Hongrie consistait à réaliser les objectifs d'exportations en France. Il devait aussi rédiger des rapports économiques et faire état de la recherche technique et scientifique française en vue du développement de l'économie hongroise. L'organisation des voyages touristiques paraissait également souhaitable à l'administration centrale (en 1955, environ mille touristes français sont allés en Hongrie). En ce qui concerne le domaine culturel, on trouvait particulièrement importante la préparation des échanges entre les milieux techniques et scientifiques français et hongrois. La diplomatie hongroise s'efforçait de faire prendre aux rapports culturels un caractère officiel à travers l'accord culturel, les échanges officiels des délégations des cinéastes etc.²² On considérait par ailleurs au ministère des

¹⁹ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes = CADN Budapest - Ambassade, n° 23, n° 509/EU (20 mai 1956). Demande d'information de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français aux postes diplomatiques dans les démocraties populaires, *Évolution politique des Républiques Populaires*. (Cet examen était probablement en relation avec la préparation du document ayant pour but la réévaluation de la politique occidentale - au sein de l'OTAN - envers les pays satellites de l'URSS.)

²⁰ SCHREIBER, *op. cit.* 70-73.

²¹ ASIO AC/52-D/190/6 (20 décembre 1956). Note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord pour le Comité de l'information et des relations culturelles. Cette note brosse un tableau très détaillé des échanges entre la France, l'URSS et les pays du bloc soviétique au cours du deuxième semestre 1956.

²² MOL XIX-J-1-j, France (1945-1964), carton 1, 00776/4/1956 (21 avril 1956). *Féléves irányelvek megküldése* [Directives pour le semestre].

Affaires étrangères hongrois que le gouvernement Guy Mollet se montrait plus compréhensif sur le principe de la coexistence pacifique.²³ Selon un rapport du ministre de Hongrie à Paris, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères français «*escomptait la propagation de la détente et de la coexistence pacifique dans les relations internationales, et essayait peut-être de transformer la France, même officieusement, en pays neutre qui pourrait jouer un rôle médiateur entre l'Est et l'Ouest*». ²⁴

Le ministre de France en Hongrie, Jean Paul-Boncour, informait le Quai d'Orsay des initiatives des autorités hongroises pour «*dégeler*» les relations bilatérales. L'abolition progressive des limitations des déplacements des diplomates montre clairement l'extension de la déstalinisation dans la politique étrangère hongroise: en juin 1956, le personnel de la légation de France à Budapest a été muni de visas valables pour six mois, autorisant plusieurs sorties et entrées.²⁵ En septembre 1956, les autorités hongroises ont donné à l'attaché militaire français une carte qui comportait une large réduction des zones interdites au personnel des représentations diplomatiques en Hongrie.²⁶ Le jour même de l'éclatement de la révolution hongroise, le 23 octobre, le ministre de France pouvait télégraphier à son pays que les zones interdites au corps diplomatique venaient d'être complètement supprimées.²⁷ La nouvelle attitude des milieux dirigeants s'est également manifestée par une présence renforcée à la réception de la légation de France le 14 juillet 1956. Outre la totalité du gouvernement hongrois, Mátyás Rákosi s'y est rendu en personne.²⁸ Dans le même ordre d'idées, l'attaché culturel a entamé des négociations sur les échanges de boursiers.²⁹ Plusieurs délégations culturelles ont effectué des visites (par exemple en août 1956, le président de l'Office central hongrois des statistiques a séjourné à Paris; en septembre-novembre, le cirque de Budapest y a donné des représentations; toujours en août, une co-production cinématographique hungaro-franco-autrichienne a été tournée en Hongrie pour la première fois; plusieurs jeunes pianistes français ont participé au concours international «*Liszt*» qui a eu lieu à Budapest en septembre).³⁰

²³ MOL XIX-J-1-j, France (1945-1964), carton 5, 004079/1956 (15 mai 1956). *A Guy Mollet-kormány külpolitikája* [La politique étrangère du gouvernement Guy Mollet].

²⁴ MOL sous la cote 311/1956 (31 mars 1956).

²⁵ Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris) = AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 870 (6 septembre 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁶ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 931 (26 septembre 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁷ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 614 (23 octobre 1956). Télégramme de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁸ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, n° 274 (16 juillet 1956). Télégramme de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

²⁹ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

³⁰ ASIO AC/52-D/190/6 (20 décembre 1956). Note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord pour le Comité de l'information et des relations culturelles.

Le Quai d'Orsay était informé des incitations soviétiques derrière les démarches des démocraties populaires pour améliorer les rapports avec l'Ouest,³¹ mais aussi des limites de la déstalinisation des relations diplomatiques: le chef de la mission française ne pouvait affirmer que la surveillance exercée sur les déplacements des agents ait vraiment pris fin en Hongrie; selon lui, l'omnipotence policière pouvait, d'un jour à l'autre, réduire à néant des prévisions trop optimistes.³² Pour autant, la diplomatie française a accueilli favorablement les gestes amicaux de la politique étrangère de Budapest.³³ C'est pour cela que Jean Paul-Boncour, le nouveau ministre de France en Hongrie, arrivé en juin 1956, a été autorisé à prononcer un discours conciliant à l'occasion de la remise de ses lettres de créance. Le thème de son texte adressé aux autorités hongroises, et qu'elles ont accepté plus que volontiers, traitait du «*dégel des relations entre l'Est et l'Ouest, et du renouveau des rapports de tous ordres entre la Hongrie et la France*», en particulier par la reprise des contacts personnels.³⁴

Les décideurs occidentaux qui connaissaient bien l'évolution politique de l'Europe de l'Est et sympathisaient avec les éléments luttant pour la poursuite de la déstalinisation, ne voulaient cependant pas s'immiscer directement dans ces affaires. Ils avaient conscience du risque atomique, au cas où ils se montreraient trop actifs dans la sphère soviétique.³⁵ La diplomatie française observa également une attitude prudente. Bien qu'elle ait accueilli favorablement les initiatives des démocraties populaires en vue de rétablir de bonnes relations bilatérales, la France restait relativement passive et souhaitait plutôt réagir qu'agir en Hongrie. Quoi qu'il en soit, on peut repérer les signes de la détente, en 1955-1956, dans les rapports franco-hongrois, en particulier dans le domaine culturel. Aucun indice concret prouvant que le Quai d'Orsay ou la diplomatie occidentale en général comptaient avec certitude sur l'explosion d'une révolte armée en Hongrie ne ressort de la consultation des archives, même si l'on pressentait la possibilité de changements radicaux.

On peut donc constater que les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale se sont considérablement affaiblies après 1945–1947 par rapport à l'entre-deux-guerres. Suite à la fermeture du «*rideau de fer*», notre région a

³¹ CADN Budapest–Ambassade, n° 23, n° 613 (10 juin 1956). Note de la légation de France en Hongrie, *Évolution politique des Républiques Populaires: la Hongrie*.

³² AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie; *ibidem*, n° 870 (6 septembre 1956).

³³ Pour étudier l'attitude du gouvernement français dirigé par les socialistes vis-à-vis de la détente voir Élisabeth du REAU, «*Les socialistes français, l'Europe et la Hongrie (1956 – 1957)*», *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...*, 511-520.

³⁴ AMAE Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie.

³⁵ ASIO C–M (56)110 (24 septembre 1956). Publié par «*Az olvadás Kelet-Európában a Nyugat szemével. A NATO Nemzetközi Titkárságának belső dokumentuma*» (Le dégel en Europe orientale du point de vue occidental. Un document interne du Secrétariat international de l'OTAN), publié et traduit par Kecskés, *Évkönyv VIII. 2000. Magyarország a jelenkorban* (Annuaire, VIII, 2000, La Hongrie contemporaine), Institut de 1956, Budapest, 2000, 369-391.

perdu beaucoup de son importance pour Paris, et elle ne figurait pas parmi les sujets internationaux de premier plan. L'attachement de la France au bloc occidental dans le système bipolaire de la Guerre froide, la dépendance militaire et économique des États-Unis, les défis découlant de la décolonisation, notamment les guerres d'Indochine et d'Algérie, ainsi que les débuts du processus d'intégration européenne étaient de vraies priorités. Le changement de la perception est bien illustré par l'enracinement d'un nouveau terme technique – «*les pays de l'Est*» – suggérant l'image d'un bloc homogène dans lequel les composants perdent leurs caractères particuliers. Il est très difficile d'établir une hiérarchie des priorités du Quai d'Orsay à propos des pays du bloc soviétique au début des années 1950. La diplomatie française a reconnu l'emprise soviétique sur l'Europe centrale et orientale, même si, au nom de la politique du «*relâchement*», elle espérait à long terme la libération de ces nations. Le respect scrupuleux des règles du jeu de la Guerre froide, notamment l'inviolabilité des sphères d'influence, qui se traduit par l'absence d'instruments efficaces dans la région expliquent l'attitude passive du Quai d'Orsay face à la révolution hongroise de 1956.³⁶ En ce qui concerne les problématiques globales de la détente internationale et du désarmement, ainsi que celles touchant les affaires d'Europe centrale et orientale proprement dites, la diplomatie française – comme les autres gouvernements occidentaux – considérait l'URSS seule comme interlocuteur valable. Néanmoins on peut mettre en évidence sa prétention de s'opposer indirectement à Moscou.

Le soutien économique et militaire français à la Yougoslavie, décidé en 1951 en accord avec les États-Unis et la Grande-Bretagne était l'une des premières assistances aux efforts émancipateurs des peuples d'Europe centrale et orientale.³⁷ Au Quai d'Orsay, on a enregistré comme un succès de cette politique le fait que, au moment du rapprochement soviéto-yougoslave, l'Union soviétique devait reconnaître, au moins formellement, les caractères particuliers du socialisme yougoslave. Après cela, les partis communistes de l'Europe centrale et orientale pouvaient se permettre de formuler des prétentions semblables, ce qui, selon la perception française, a contribué à la diversification du bloc soviétique, et ainsi à l'éclatement des crises polonaise et hongroise de l'automne 1956.³⁸ Paris s'efforçait d'affaiblir la cohésion du camp socialiste par le projet d'assistance économique destiné à la Pologne de Władisław Gomułka. Début 1957, la délégation française au Conseil de

³⁶ KECSKÉS, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, thèse de doctorat sous la direction de Mária ORMOS et Élisabeth du RÉAU, Sorbonne Nouvelle Paris III – Pécsi Tudományegyetem, 3 vol. Paris 2003. 749p. (manuscrit) Pour les conclusions voir KECSKÉS, «*La politique étrangère française face à la révolution hongroise de 1956*», *Relations internationales*, n° 122, été 2005 (avril-juin), 87-103.

³⁷ SCHREIBER, *op. cit.* 57–58.

³⁸ AMAE Service des Pactes, carton 210, (22 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale*.

l'Atlantique Nord a proposé l'élaboration d'un programme d'assistance commun des pays de l'OTAN pour consolider l'économie polonaise. En effet le gouvernement français souhaitait ainsi stabiliser la nouvelle équipe dirigeante arrivée au pouvoir à l'automne 1956. On supposait que celle-ci aspirait à s'émanciper de l'URSS.³⁹ Toutefois la Grande-Bretagne et les États-Unis n'approuvèrent pas cette initiative.

L'attitude des pays d'Europe centrale et orientale envers la France, ainsi qu'il a été montré plus haut, s'est radicalement transformée après leur basculement dans le camp soviétique. Alors que dans l'entre-deux-guerres ces pays avaient pris des initiatives pour faire adopter leurs intérêts nationaux, la soviétisation de la région leur impose un alignement serré sur la politique soviétique qui s'est traduit également vis-à-vis de Paris. Dès 1947, dans le cadre d'une série de démarches inspirées par les Soviétiques et ayant pour but d'affaiblir leurs relations avec l'Occident, ces États se sont efforcé de limiter leurs rapports avec la France. En revanche, à partir de 1953-1955, ils ont entamé une campagne visant à consolider leurs relations, surtout sur le plan culturel. Si la révolution hongroise de 1956, étouffée dans le sang par l'Armée soviétique a provisoirement augmenté la tension entre l'Est et l'Ouest, elle n'a pas exercé d'effet notable à long terme sur leurs rapports réciproques.

Malgré les indices de la «*détente*», les règles du jeu établies par la Guerre froide en 1947 sont restées en vigueur tout au long de la période examinée. L'attitude passive de la politique étrangère française envers l'Europe centrale et orientale ne changea d'aspect qu'après le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958.

³⁹ AMAE Service des Pactes, carton 39, (1957). Note pour le Président du Conseil, *Le problème polonais*.